

Du prolétaire au citoyen : penser la fin du communisme

Christophe Ramaux (Centre d'Economie de la Sorbonne - Université Paris I)

Une version de cet article a été publiée dans *Libération* du 16 novembre 2017

Pendant plus d'un siècle le débat politique a opposé principalement deux camps : ceux qui croyaient au socialisme et ceux qui n'y croyaient pas. Le communisme, stade ultime du socialisme, était censé réaliser la réconciliation de l'humanité avec elle-même : plus d'exploitation, mais aussi d'Etat, de nation, de pouvoir, ni même de politique (« le gouvernement des personnes fera place à l'administration des choses » dicit Engels reprenant Saint-Simon). Le renversement de la bourgeoisie par l'association des prolétaires au sein de la fabrique était au cœur de ce projet. Rien ne s'est passé comme prévu. Le XX^e siècle - siècle court ouvert en 1917 et clôt en 1989 – a été marqué par l'échec du communisme. Le dépérissement promis de l'Etat a accouché de son exact envers, des Etats totalitaires.

De ce champ de ruines, des leçons théoriques s'imposent : les classes sociales existent certes et la lutte de classes avec, mais réduire la totalité sociale à la lutte entre bourgeoisie et prolétariat est de toute évidence réducteur ; le politique ne se réduit pas à l'économie ; l'Etat est pour une part au service du capital, mais il ne se réduit pas à cela. L'Etat moderne et la démocratie ne sont pas « bourgeois » même en « dernier ressort » selon la formule consacrée des marxistes. L'Etat social (protection sociale, services publics, droit du travail...) et la démocratie qui en est le fondement politique (c'est l'égalité qui légitime l'Etat social) ne sont-ils pas les deux principaux leviers pour contester la domination du capital ?

Le salariat lui-même mérite mieux que d'être perçu comme un simple dispositif d'exploitation au service du capital. A bien des égards, il est l'inverse, il offre un statut émancipateur au travailleur¹, un statut que l'on retrouve dans les formes non capitalistes d'emploi (Fonction publique, mais aussi association ou coopérative). Le capital l'a compris : tout comme il s'attaque à l'Etat social et à la démocratie citoyenne (« vive la mondialisation contre les Etats-nation supposés dépassés »), il s'emploie, avec l'uberisation, à contourner le salariat, en n'hésitant pas au passage à reprendre le refrain décidément toujours aussi infantile du gauchisme (« A bas l'Etat, la nation, le salariat »).

Les classes sociales ont été transformées par le capitalisme néolibéral qui s'est imposé à l'aube des années 1980 : les délocalisations ont précipité le déclin de l'emploi industriel au Nord (mais sa croissance dans les pays émergents), la financiarisation a changé la morphologie des classes dominantes, etc. Le changement des termes de la confrontation politique a cependant tout autant pesé.

Entre 1975 et 2015, la part des ouvriers dans l'emploi est passée de 33,8 % à 20,4 % soit une baisse de 40 %. Mais cette baisse a été en partie compensée par la hausse des employés de 24 % à 28,1 %. Ouvriers et employés – les classes populaires au sens strict – forment toujours près de la moitié des emplois (48,5 %) et si leur part a baissé depuis 40 ans (57,8 % en 1975), c'est essentiellement au profit des professions intermédiaires (infirmières, techniciens, professeurs des

¹ Voir l'ouvrage roboratif de Claude Didry, *L'institution du travail. Droit et salariat dans l'histoire*, La Dispute, 2016.

écoles...) passées de 15,8 % à 25,4 %. La part de ces trois catégories est exactement la même qu'en 1975 (de 73,6 % à 73,9 %), et il n'est pas illégitime de les assembler puisque les professions intermédiaires sont plus proches en termes de revenus moyens des ouvriers ou employés que des cadres. La part de ces derniers a certes plus que doublé de 8 % à 17,7 %. Mais qui dit cadres ne dit pas nécessairement cadres dirigeants (les enseignants du secondaire y sont classés par convention par exemple). Et leur croissance n'a fait que compenser la baisse des agriculteurs (de 8 % à 2 %) et des artisans commerçants et chefs d'entreprises (de 8 % à 6,4 %).

Les classes populaires ont changé : moins d'ouvriers, surtout non qualifiés, moins d'ouvriers dans l'industrie (depuis 1993 la majorité des ouvriers œuvrent dans le tertiaire), plus d'employés (dont des non qualifiés). Mais elles n'ont nullement disparu. Elles sont en revanche devenues invisibilisées. Le chômage, hier comme aujourd'hui, a joué son rôle d'instrument de discipline. L'exclu (sans emploi, domicile ou papier) tend à s'imposer comme la figure centrale de la question sociale en lieu et place du salarié exploité, celui-ci étant accusé à l'occasion d'être responsable du sort du premier par ses « avantages acquis » (« le coût du travail crée le chômage » selon la vieille antienne libérale). Preuve d'un mépris généralisé, tout se passe comme si on ne pouvait être fier de soi si l'on n'a pas le bac S lorsqu'on est jeune, si l'on n'a pas un emploi de cadre ensuite ou si l'on n'habite pas au cœur des métropoles, ce qui relègue, à chaque fois, 80 % de la population.

Mais l'invisibilisation des classes populaires a aussi à voir avec la fin du projet communiste. La plupart des salariés concernés se déclarent appartenir à la « classe moyenne ». Marque d'aliénation peut-on soutenir. Marque plus profonde de la victoire du paradigme démocratique peut-on aussi affirmer. Afficher son appartenance à la « classe moyenne », c'est revendiquer son appartenance au lot commun, au rang de citoyen « comme les autres ». Ce qui vaut pour le sentiment de classe, vaut pour la façon de concevoir l'émancipation. L'autogestion, cet autre nom des « prolétaires associés au sein de la fabrique », est tombée en désuétude. Symptôme de la victoire du capital pour une part. Mais il y a plus. L'autogestion affirme la possibilité d'organisation sans pouvoir. Or il faut se rendre à l'évidence : n'importe quelle organisation – entreprise, mais aussi association ou syndicat (même les plus contestataires) – suppose du pouvoir, de la délégation. N'en déplaise aux libéraux et aux libertaires, le tout n'est pas réductible au jeu des parties, il a une consistance propre qui doit être prise en charge au niveau de l'entreprise – des dirigeants sont d'ailleurs élus au sein des coopératives – des associations, des collectivités locales et *a fortiori* au niveau de l'Etat. La bonne question à poser n'est pas celle de la négation du pouvoir, mais celle des modalités à déployer afin d'entraver sa capture. Une bataille toujours à recommencer, avec comme support indépassable la démocratie représentative et en son cœur le principe d'égalité absolu (une personne, une voix). C'est d'ailleurs en s'appuyant sur elle que l'on peut revivifier, redonner chair à l'espérance socialiste. A l'échelle de l'Etat en promouvant contre les néolibéraux le développement de l'Etat social. A l'échelle de l'entreprise aussi en promouvant celle-ci comme institution sociale, collective (à l'instar de ce qui existe en Allemagne dans les grandes entreprises avec la codétermination), contre sa capture par la finance et les dirigeants autocrates.